

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE EGALITE FRATERNITE
ARRETE PORTANT REGLEMENTATION DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT

N°ST 2022_064P

Le Maire de Saint-Marcellin,

VU le Code de la Route,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-1 à L1111-6 ;

VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L2122-1 à L2122-4 et L3111.1 ;

VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière

VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière

VU le règlement de voirie communale approuvé le 17 janvier 2012, relatif à la conservation du Domaine Public ;

VU l'état des lieux ;

Considérant l'ouverture d'un service Scanner à l'hôpital, il y a lieu de réglementer le stationnement sur l'avenue Félix Faure ;

A R R E T E

Article 1 : Les 7 emplacements de stationnement situés Avenue Félix Faure, le long du tribunal seront réglementés en zone bleue comme suit :

- Hors dimanches et jours fériés, la durée maximum autorisée est de 1h30 entre 9h et 19h
- Le disque de stationnement homologué doit être positionné de façon à être visible

Article 2 : Le non-respect de cette réglementation est passible d'une contravention de seconde classe.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 4 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin
Le 7 avril 2022

Le Maire,

Raphaël MOCELLIN

